



atlantico.fr

Dérives dans les écoles : radioscopie des attitudes des Français face à la montée du communautarisme



Actuellement, quel est le regard des Français sur le communautarisme ?
Comment se positionnent-ils ?

[Gilles Clavreul](#) : Aussi étonnant que cela puisse paraître, on les interroge peu sur cette question. En dehors d'un sondage commandé par la LICRA en 2014, je n'ai pas trouvé de traces d'enquêtes d'opinion portant spécifiquement sur ce terme. Il est vrai qu'il est saturé d'équivoques : est-ce qu'on parle d'attaches religieuses, d'origines nationales ou ethniques, ou encore de communautés affinitaires ? Ce n'est pas très clair et c'est sans doute pourquoi les sondeurs répuent à questionner les Français sur ce terme.

En fait, quand on parle de « communautarisme », on se situe sur deux plans historiques très différents. Sur le temps long tout d'abord : la communauté est un mode de régulation social fondé sur l'existence de groupes définis par leur homogénéité culturelle, linguistique,

religieuse, etc., s'opposant à une organisation où l'individu-citoyen adhère au collectif essentiellement par le truchement de la loi et à travers sa relation aux institutions. C'est la distinction classique entre communauté et société du sociologue Ferdinand Tönnies. Le modèle « communautaire » tend à voir l'homme enraciné, l'individu qui existe par et pour le groupe, là où le modèle « sociétaire » considère un acte volontaire d'association à un ordre politique qui n'est pas défini par des normes culturelles préexistantes. Historiquement, la France s'est construite selon un modèle sociétaire et non communautaire : non seulement la Nation ne s'est pas fabriquée à partir des communautés existantes, mais elle s'est, dans une large mesure, imposée contre elles, par la persuasion mais aussi la coercition, comme le montre par exemple l'historienne Mona Ozouf. Voilà qui explique une première réticence, disons historique, des Français pour l'idée de « communautarisme » : c'est le spectre de la division, le retour des irrédentismes et des « Gaulois réfractaires » ! Même si, dans les faits, la monarchie, puis la République, ont été capables de nombreux aménagements – les statuts d'outre-mer ou celui de la Corse, par exemple, en attestent.

Mais il y a une autre acception, plus actuelle et plus resserrée, du communautarisme, qui est celle que nous avons et que les Français ont en tête : c'est celle qui regarde le développement d'un islam rigoriste au sein de la société française, comme dans toutes les démocraties occidentales qui ont connu une immigration importante en provenance de pays musulmans depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale et les décolonisations. Sur ce point, l'attitude des Français montre deux mouvements qui ne sont pas contradictoires : une tolérance et une acceptation croissantes à l'égard de l'islam et des musulmans – c'est ce qu'indique, année après année, l'indice longitudinal de tolérance publié par la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, et qui inflige un démenti catégorique à l'idée d'une montée de « l'islamophobie » en France : elle n'est attestée ni par les enquêtes d'opinion, ni par l'évolution des actes. D'un autre côté, les Français rejettent massivement l'islamisme et s'inquiètent d'un éventuel recul de la République face aux revendications de ses représentants.

Quels actions attendent les Français sur cette question ?

De la fermeté, c'est très net dans les enquêtes d'opinion. Ils estiment que le communautarisme progresse, que les règles collectives ne sont pas suffisamment respectées, que la laïcité est menacée. Par rapport aux années 1990-2000 où la question du voile était prédominante, les interrogations se portent davantage autour des modes de vie et notamment des pratiques alimentaires. Cela renvoie à une forme de sociabilité à laquelle les Français sont très attachés : la table, c'est le lieu par excellence du partage. L'idée que l'on se sépare au moment même où l'on est censé se réunir provoque inévitablement une tension. Fermeté ne veut pas dire brutalité. Même si une frange de la population adhère à l'idée que le problème n'est pas l'islamisme mais l'islam en général, et que la confrontation de deux

identités, l'une française et l'autre « islamique », ne peut déboucher que sur un conflit général, ce n'est pas l'opinion dominante, loin de là.

Comment la question du communautarisme structure-t-elle l'espace politique actuellement?

Ce n'est pas le communautarisme qui structure de plus en plus l'espace politique, mais le fait identitaire. Il s'affirme face à l'affaiblissement des clivages traditionnels, le conflit de classe d'une part et le clivage gauche/droite de l'autre. En gros, nous verrions l'opposition entre ceux qui dénoncent le « Grand remplacement » et plaident pour la défense de l'identité judéo-chrétienne de la France, et ceux qui rêvent d'en finir avec le « républicanisme laïciste » et lorgnent du côté du multiculturalisme canadien. Toutes les familles politiques sont traversées par des tensions sur ces questions – on le voit aussi bien à LR qu'à la LFI et à LREM où, c'est le moins qu'on puisse dire, entre le « libéralisme culturel » d'un Aurélien Taché et la « Laïcité, point » de Marlène Schiappa, il n'y a pas d'unité de vue. Or il n'est pas sûr du tout que les Français se retrouvent dans ce nouveau clivage ; qui non seulement focalise à l'excès sur la dimension culturelle au détriment, notamment, de la question sociale. Mais qui, surtout, s'écarte d'un modèle républicain auquel ils demeurent très majoritairement attachés. C'est un sujet sur lequel ils attendent de la clarté.

[Plus sur la montée des communautarismes](#)